

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 29/01/24

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EASYDIS SAS (ex Concerto)**

1 COURS ANTOINE GUICHARD  
CS 50306  
42000 Saint-Étienne

Références : BH/2024-0107  
Code AIOT : 0003700890

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement EASYDIS SAS (ex Concerto) implanté Parc d'activités Grand Sud Logistique 600 rue de la garouille 82700 Montbartier. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EASYDIS SAS (ex Concerto)
- Parc d'activités Grand Sud Logistique 600 rue de la garouille 82700 Montbartier
- Code AIOT : 0003700890
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EASYDIS, est autorisée par arrêté préfectoral du 7 juillet 2017, modifié, à exploiter une plateforme logistique sur la commune de Montbartier. Elle comporte :

- 6 cellules de stockage réfrigérées (température comprise entre 2 et 6°C) de surface unitaire allant de 5 754 m<sup>2</sup> à 5 799 m<sup>2</sup> ;

- 8 cellules de stockage dédiées aux produits secs de surface unitaire allant de 5 754 m<sup>2</sup> à 5 799 m<sup>2</sup> ;
- des locaux techniques (local chaufferie, local charge, local sprinkler, locaux groupes froid, local TGBT, local basse tension, atelier).
- des panneaux photovoltaïques sont présents sur le site en toiture et en ombrières sur le parking.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale : entrepôt de matière combustible

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	EDD intègre les produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
9	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
13	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
16	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'a pas fait de demande de mise à jour de son tableau de classement pour prendre en compte les dernières évolutions réglementaires, notamment en ce qui concerne la rubrique stockage de matière combustible (1510). Il est attendu que l'exploitant fasse une mise à jour exhaustive de son classement au regard de la nomenclature des installations classées.

La disponibilité rapide des fiches de données de sécurité des produits stocké ne peut être garantie actuellement, l'inspection demande que l'exploitant ait un accès direct aux Fiches de Données Sécurité des produits présents sur le site.

La gestion des incompatibilités chimiques et l'adéquation des moyens de prévention/protection doit être justifiée par l'exploitant.

L'exploitant doit mettre en œuvre des exercices incendie sur son site. Il doit également compléter son plan de défense contre l'incendie avec les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ainsi que mentionner les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des documents administratifs en version papier (archivés) et électronique. Ces documents sont présents sur une plateforme électronique mise à disposition par la société AD environnement. Ils sont également importés sur l'intranet d'EASYDIS afin de les rendre accessibles depuis l'extérieur du site.</p> <p>L'inspection a constaté que les documents sont présents mais difficilement accessibles, car ils ne sont pas regroupés au sein d'un même dossier.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de structurer son classement informatique sous 1 mois afin de constituer un dossier qui regroupe l'ensemble des éléments constituant le "dossier administratif".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<b>Constats :</b>  La modification du seuil de classement pour la rubrique 1510 n'a pas été prise en compte par l'exploitant. L'intégration des rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 à la rubrique 1510 n'a pas non plus été prise en compte.  L'inspection demande à l'exploitant de faire un point exhaustif de son classement dans les rubriques de la nomenclature des installations classées afin de prendre en compte l'intégration des produits classés sous les rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 au sein de la rubrique générique 1510 et les modifications de seuil de classement de cette rubrique.  Il sollicitera une modification de son tableau de classement au titre des installations classées sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un état des stocks à jour qui peut être actualisé "en temps réel". Cet état des stocks est disponible à distance. Il comporte les typologies des produits stockés ainsi que leurs quantités et leurs positionnements précis (cellule, rack, position dans le rack).

Des inventaires physiques de recalage sont effectués annuellement, lors de l'inspection du 17/07/2023 le dernier inventaire a été réalisé le 09/12/2022. Cet inventaire annuel est complété si nécessaire par des inventaires partiels.

L'exploitant ne dispose pas d'un accès direct à une base de données stockant les fiches de données sécurité (FDS) des produits présents sur le site. L'exploitant doit solliciter le siège de l'entreprise afin d'obtenir les FDS. Un contrôle par sondage a permis de constater que les FDS des produits sélectionnés ont pu être transmises par le siège.

L'inspection constate que l'organisation en place pour l'accès aux FDS ne permet pas un accès direct à celles-ci.

L'inspection demande à l'exploitant de disposer sous 1 mois, indépendamment du siège de l'entreprise, d'un accès à la base de données des FDS des produits susceptibles d'être présents sur son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

<p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'état des stocks comporte les typologies de produits, leurs quantités, leurs rubriques de classement au titre des installations classées et leurs éventuelles classes de dangers. Un positionnement précis des produits est présent dans l'état des stocks Les informations sont complètes et lisibles par les pouvoirs publics.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'état des stocks comporte les typologies de produits, leurs quantités, leurs rubriques de classement au titre des installations classées et leurs éventuelles classes de dangers. Les informations sont complètes et lisibles par le public.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières</p>

<p>permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance de procédure de gestion des incompatibilités chimiques. Cette gestion peut être réalisée au niveau du siège au travers du logiciel d'attribution d'emplacement pour les produits entrant dans l'entrepôt.</p> <p>Les cellules disposent toutes de moyens identiques de prévention et de protection, il n'y a pas de cellules dédiées au stockage de certaines catégories de produits.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois la prise en compte des incompatibilités chimiques directement dans le logiciel d'attribution d'emplacement. Il transmettra la procédure encadrant cette démarche.</p> <p>L'inspection demande également à l'exploitant de justifier sous 1 mois que les moyens de prévention et protection des cellules est compatible et suffisamment dimensionné pour l'ensemble des produits susceptibles d'être présents sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 7 : Conditions de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p>

<p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :</li> <li>- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;</li> <li>- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.</li> <li>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</li> </ul> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La largeur des allées est de 3,4 m et la hauteur maximale des stockages varie de 8 m (C1 à C6) à 10 m (C7 à C14) selon les cellules.</p> <p>Le site ne stocke aucun liquide inflammable dans des contenants de 30L ou plus.</p> <p>L'exploitant n'a pas connaissance de limite de hauteur de stockages fixées pour les produits dangereux dans le logiciel d'attribution des emplacements palettes. Cette limite peut cependant être mise en place dans le logiciel ou il est possible d'ajouter cette consigne manuellement lors de l'arrivée des palettes.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de démontrer sous 1 mois la compatibilité du système d'extinction automatique avec les produits dangereux présent sur le site. Le cas échéant, il justifiera de la mise en œuvre d'une limitation de la hauteur de stockage des produits dangereux à 5 m via logiciel ou procédure lors de l'arrivée des produits sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un</p>

protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.
Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m <sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté qu'aucun produit en contenant de plus de 30L n'est présent sur le site par vérification de l'état des stocks.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Eclairage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.  [Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.
<b>Constats :</b>  L'ensemble de l'éclairage du site est réalisé par blocs LED suspendus. Ils ne comportent pas de verre et ont un échauffement très faible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des

<p>cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un système de détection incendie est présent sur le site, il est également télésurveillé.</p> <p>Les détecteurs sont identiques sur l'ensemble du site car aucune cellule n'est dédiée à un type de produit particulier. L'ensemble des produits réceptionnés peut être stocké dans toutes les cellules. La seule distinction faite concerne produits secs et produits frais.</p> <p>Le jour de l'inspection, le dernier contrôle du système de détection est en date du 22/05/2023. Réalisé par la société SIEMENS. Ce contrôle est semestriel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> </ul>

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### **Constats :**

Le site dispose de deux réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup> chacune qui disposent de raccordement pompier. Le site est raccordé au réseau de défense incendie de la ZAC GSL pour l'alimentation des 12 poteaux incendie qui ceinturent le site. Ces poteaux incendie sont en capacité de fournir 60m<sup>3</sup>/h sur 2 poteaux simultanément durant au moins 2h.

La règle D9 demande une capacité de 330m<sup>3</sup>/h durant 2h ce qui est couvert par les moyens présents sur le site.

L'installation de sprinklage est raccordée à une réserve autonome de 720 m<sup>3</sup>.

L'exploitant dispose de plan de localisation des RIA, les extincteurs ne sont pas présents sur les plans disponibles.

Des moyens permettant d'alerter les secours sont présents sur le site.

Au jour de l'inspection, aucun exercice incendie n'a été réalisé par l'exploitant. Celui-ci en a programmé un en octobre 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois un justificatif de la réalisation de l'exercice incendie ainsi que de disposer de plan faisant apparaître les extincteurs présents sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site dispose de deux réserve d'eau incendie de 240 m<sup>3</sup> chacune et disposent de raccordement pompier. Le site est raccordé au réseau de défense incendie de la ZAC GSL pour l'alimentation des 12 poteaux incendie qui ceinturent le site. Ces poteaux incendie sont en capacité de fournir 60m<sup>3</sup>/h sur 2 poteaux simultanément durant au moins 2h. Les poteaux permettent de délivrer 120 m<sup>3</sup>/h réparti sur 2 poteaux en simultanés.</p> <p>La règle D9 demande une capacité de 330m<sup>3</sup>/h durant 2h ce qui est couvert par les moyens présents sur le site.</p> <p>La quantité d'eau incendie disponible pour le site pour 2h est de 2x240 (2 bâches) + 60x2x2 (2 poteaux 60m<sup>3</sup>/h durant 2h) : 720 m<sup>3</sup></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li><li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li><li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li><li>– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li><li>– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li><li>– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>– s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li><li>– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li><li>– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li><li>– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li><li>– les mesures particulières prévues au point 22.</li></ul> Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie. Celui-ci intègre : les schémas d'alarme et d'alerte, l'organisation des réactions à tenir en cas d'incendie (intervention et évacuation), les modalités d'accueils et d'information des secours à leur arrivée, les plans de l'installation intégrant les zones de stockage et les murs coupe-feu et les moyens d'intervention

<p>(RIA, désenfumage, coupure électrique, les extincteurs ne sont pas représentés car trop nombreux), la description du fonctionnement de l'extinction automatique, la présence de panneaux photovoltaïque est prise en compte.</p> <p>Le personnel suit des formations d'utilisation des moyens de défense (extincteur pour l'ensemble du personnel, RIA pour certains personnels susceptibles d'intervenir). L'inspection a contrôlé par sondage le suivi des formations, la prochaine session de formation est programmée au 19/10/2023 pour 40 personnes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Plan de défense incendie (installations 1510 A avant et après 2020)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</li> <li>- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a engagé des recherches de prestataire pour la mise en œuvre de prélèvements et d'analyses. Ces démarches ainsi que le recensement des substances qu'il faudra rechercher ne sont pas finalisées car le nombre de produits susceptibles d'être stockés sur le site est très important et demande un temps important afin de recueillir les données.</p>

<p>L'inspection à rappelé à l'exploitant son obligation d'être en capacité de mener ces prélèvements et analyses en s'appuyant sur le guide mis à disposition en 2022.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois qu'il est en capacité de répondre à cette exigence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : EDD intègre les produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les inconvénients
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1.2.1. Informations minimales contenues dans les études de dangers</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est en cours de recherche des produits de décompositions susceptibles d'être émis, le nombre important et la grande diversité des produits présents sur le site induit un travail long afin d'obtenir l'ensemble des informations.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de finaliser cette action sous 3 mois afin de disposer de la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis lors d'un incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur</p>

d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

**Constats :**

L'ensemble des effets thermiques est présent dans le dossier de demande d'autorisation. Le site n'ayant pas évolué, ceux-ci sont toujours valables.

Les effets thermiques de 8kW/m<sup>2</sup> ne touchent aucune installation voisine.

**Type de suites proposées :** Sans suite